



CHSCTD01 du vendredi 9 octobre 2020

Déclaration préalable de la FSU de l'Ain

La FSU prend acte de l'envoi par Madame la Directrice académique, le mardi 6 octobre, d'un premier « point régulier » sur la propagation de l'épidémie de Covid19 dans les établissements scolaires de l'Ain. Nous l'en remercions, mais nous regrettons tout de même que les organisations syndicales aient dû attendre plus d'un mois pour en être destinataires. La lecture approfondie de ces données nous amène à plusieurs observations. L'une est que ces données sont parfois incomplètes, et ne correspondent pas toujours à ce que nous font remonter nos collègues, nous y reviendrons. La deuxième est que depuis la deuxième quinzaine de septembre, le traçage des cas de Covid, nécessaire pour casser les chaînes de contamination, n'est plus une réalité dans le 1^{er} degré, alors que l'école devrait assumer sa responsabilité à participer à la lutte contre la pandémie.

Depuis le début de la crise sanitaire, le CHSCT a été réuni à de très nombreuses reprises. Ce dont nous pourrions nous féliciter, si le résultat des travaux qui y sont menés prenait plus sérieusement en compte nos interventions, car de nombreuses questions restent aujourd'hui sans réponse, alors que nous formulons certaines depuis le début du mois de mai.

Ces dernières semaines ont été marquées, dans l'éducation nationale, par l'assouplissement du protocole de gestion des cas de Covid. Cet assouplissement est proprement incompréhensible, car en contradiction totale avec l'évolution de l'épidémie, qui semble s'intensifier chaque jour sur le territoire. La principale préoccupation du ministère, et du gouvernement dans son ensemble, n'est pas la lutte contre l'épidémie, mais bien de maintenir ouverts tous les établissements scolaires pour ne pas ralentir l'économie, et cela « quoi qu'il en coûte »... pour la santé de ses personnels.

Nous le disons solennellement aujourd'hui, n'avons plus confiance dans la volonté et la capacité de notre employeur à lutter contre la propagation de l'épidémie, ni à protéger la santé des personnels, contre le Covid d'une part, mais également contre la dégradation des conditions de travail de tous les personnels.

Comment imaginer être protégés au travail avec les masques fournis par le ministère, alors que les avis des autorités de santé sur l'efficacité des masques en tissu divergent ?

Comment croire en ce mantra, maintenant érigé en dogme, selon lequel les enfants ne seraient contagieux qu'à partir de 11 ans, alors qu'il existe une controverse scientifique sur le sujet (les autorités sanitaires allemandes affirment le contraire), et que le principe de précaution devrait prévaloir ?

Comment imaginer que nous sommes protégés au travail quand, par principe, nous ne serions plus « cas contact » quand un élève est testé positif ?

Comment accepter, à l'image de l'accident de Tchernobyl, que le nuage de la contamination par le coronavirus s'arrêterait brusquement aux frontières de l'école ?

Depuis le début, la gestion de la crise sanitaire a renforcé chez les personnels un sentiment de défiance vis-à-vis du ministère, ce nouvel épisode ne venant que conforter chez les agents le sentiment d'un mépris à leur égard.

Madame la Directrice académique, la FSU vous alerte solennellement au sujet de l'état d'épuisement de bon nombres de personnels, leur sentiment d'abandon, et pourtant leur

besoin de considération et de reconnaissance pour poursuivre leurs missions au service de l'école.

Dans les services administratifs, les personnels disent leur fatigue, car certains n'ont pas été en mesure de prendre la totalité de leurs congés d'été, ou par manque de moyens, ou en raison de la surcharge de travail.

Dans les écoles, les directeurs et directrices doivent assumer des missions ordinaires déjà trop lourdes, auxquelles s'ajoutent la gestion de la crise sanitaire, dans une cacophonie d'informations et d'injonctions contradictoires, qu'il faut pourtant mettre en œuvre.

Ce constat vaut pour l'ensemble des IEN et des chefs d'établissements dont certains se tournent parfois vers les militants des syndicats enseignants pour tenter de décrypter la communication hasardeuse du ministère...

La mise en place du protocole sanitaire est en train d'essorer littéralement les surveillants, les CPE, les infirmières scolaires, sans parler des agents des collectivités en charge du nettoyage et de la désinfection.

Concernant les enseignants, les conditions de travail se sont considérablement dégradées, en raison de certains modes d'organisation, mais surtout en raison du port du masque, qui complique le travail au sein de la classe, et laisse craindre l'apparition de certaines pathologies. Des aménagements horaires ou matériels sont une urgence absolue pour préserver leur santé.

Dans ce contexte, la FSU va continuer à porter la parole de tous nos collègues, quel que soit leur métier ou leur secteur d'activité, et continuer à réclamer des moyens, des aménagements et de la considération en cette année très difficile.